



Construction de l'extension de l'école maternelle en modulaire à Cesson (77)

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Marché public travaux,
passé selon une procédure adaptée,
en application des dispositions du Code de la Commande Publique

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 2

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2 Mode de passation.....	4
1.3. Décomposition de la consultation.....	4
1.4. Forme de marché.....	4
1.5. Variante.....	5
1.6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
1.7 Sous-traitance.....	5
1.8 Réalisation de prestations similaires.....	5
1.9 Dispositions en matière de protection de l'environnement.....	6
1.20 Article 58 de la loi Anti Gaspillage pour une Economie Circulaire (loi AGECE).....	6
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES	6
2.1 Pièces particulières.....	7
2.2 Pièces générales.....	7
ARTICLE 3 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES	7
3.1. Confidentialité	7
3.2. Protection des données personnelles	7
ARTICLE 4 – INTERVENANTS	8
4.1. Acheteur – Maître d'ouvrage.....	8
4.2. Maître d'œuvre.....	8
4.3. Autres intervenants	8
ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION.....	9
5.1. Durée du marché	9
5.2. Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	9
5.3. Prolongation du délai d'exécution	10
ARTICLE 6 – PRIX – GARANTIES FINANCIERES - AVANCE	11
6.1 Caractéristiques des prix pratiqués.....	11
6.2 Modalités d'actualisation des prix.....	12
6.3 Clause de réexamen.....	12
6.4 Répartition des dépenses communes	13
6.5 Compte prorata	13
ARTICLE 7 – AVANCE.....	14
7.1 Conditions de versement et de remboursement.....	14
7.2 Garanties financières de l'avance	14
7.3 Retenue de garantie.....	14
ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	15
8.1 Délai global de paiement.....	15
8.2 Présentation des demandes de paiements	15
8.3 Paiement des cotraitants.....	16
8.4 Paiement des sous-traitants.....	16
8.5 Clauses de financement et de sureté.....	16
8.6 Décompte et acomptes mensuels	17
ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	17

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 3

9.1 Caractéristiques des matériaux et produits	17
9.2 Implantation des ouvrages	17
9.3 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	17
ARTICLE 10 – PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	18
10.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	18
10.2 Sécurisation et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	18
10.3 Lutte contre le travail dissimulé	19
10.4 Registre de chantier	19
10.5 Etudes d'exécution	19
ARTICLE 11 – INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	20
11.1 Installation de chantier	20
11.2 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	20
ARTICLE 12 – DEROULEMENT DU CHANTIER ET REUNIONS DE CHANTIER	21
ARTICLE 13 – RECEPTION	21
13.1 Réception des travaux	21
ARTICLE 14 – PENALITES	22
14.1 Pénalités de retard	22
14.2. Pénalités pour travail dissimulé	23
ARTICLE 15 – ASSURANCES – RESPONSABILITES	24
ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE	24
16.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	24
16.2. Résiliation pour faute du titulaire	25
16.3. Résiliation aux frais et risque du titulaire	25
16.4. Redressement ou liquidation judiciaire	25
ARTICLE 17 – REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE	26
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX	26

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 4

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet les travaux de construction de l'extension de l'école maternelle en modulaire.

Adresse : 7 route de Saint Leu, 77240 Cesson

La description des travaux à effectuer et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Particulières (C.C.T.P.)

1.2 Mode de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée ouverte, soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3. Décomposition de la consultation

La présente consultation fait l'objet d'un allotissement au sens des articles L.2113-10 à L.2113-11, R.2113-1 à R.2113-3 du Code de la Commande Publique.

Les prestations sont réparties en X lots :

Lot	Désignation
1	INSTALLATION DE CHANTIER, GROS ŒUVRE, VRD
2	BATIMENT MODULAIRE

Les soumissionnaires ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Chaque candidat se doit de prendre connaissance de l'ensemble des CCTP et autres pièces des autres lots, afin de connaître exactement les limites de ses prestations par rapport aux autres lots et éviter toutes omissions ou double emploi.

1.4. Forme de marché

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 5

1.5. Variante

Références faites aux dispositions des articles R.2151-8 à R.2151-11 du Code de la Commande Publique, aucune variante n'est autorisée. Les offres seront strictement conformes aux prescriptions fixées dans les différentes pièces du Dossier de Consultation.

1.6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

1.7 Sous-traitance

Il est précisé qu'aucun sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur le territoire communal sans que le maître d'ouvrage n'ait accepté et agréé ses conditions de paiement.

Tout document émanant du sous-traitant doit être transmis par le Titulaire du contrat avec sa validation. Seul le représentant du Titulaire du contrat a qualité pour présenter les observations, réserves, demandes du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant, le Titulaire devra présenter une déclaration de sous-traitance (de type formulaire **DC4**, disponible sur le site : www.economie.gouv.fr) accompagnée des documents suivants :

- Attestation de régularité fiscale datée de l'année en cours ;
- **Attestation de régularité sociale de moins de 6 mois ;**
- **Une attestation d'assurance, en adéquation avec les prestations à réaliser ;**
- Pour toute opération d'un montant au moins égal à 5 000€ H.T, le sous-traitant transmet également la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail employés par votre société (précisant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail). Si le sous-traitant n'emploie pas de salariés étrangers, il convient de le préciser par écrit.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L.4532-9 du code du travail.

1.8 Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 6

1.9 Dispositions en matière de protection de l'environnement

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du maître d'ouvrage.

- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachées à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

1.20 Article 58 de la loi Anti Gaspillage pour une Economie Circulaire (loi AGEC)

Au vu du décret du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'Etat de produits en plastique à usage unique, l'entrepreneur du lot n°2 « modulaire bois » devra fournir toutes les fiches de déclaration environnementale et sanitaire (FDES) des matériaux mis en œuvre justifiant :

- le pourcentage de la partie issue de réemploi ou de la réutilisation
- et/ou le pourcentage de la partie intégrant des matières recyclées.

Pour rappel les proportions minimales à respecter pour les bâtiments modulaires ou préfabriqués sont :

- soit 20% issu du réemploi ou de la réutilisation
- soit 20% intégrant des matières recyclées

ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 7

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, spécifique à chaque lot,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), une par lot
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses annexes
- Le cadre de mémoire technique
- Le planning d'intervention
- Les actes spéciaux

2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administrative Générales (CCAG-Travaux) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de la consultation
- L'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de la consultation.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier de consultation des entreprises, toutefois, le titulaire est réputé en avoir pris connaissance.

ARTICLE 3 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNES

3.1. Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du titulaire à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

La confidentialité des documents remis par la Ville au titulaire devra être assurée à tous les stades de la production. En cas de violation de cette obligation, une remise en cause dudit accord-cadre pourra être rendue possible aux torts exclusifs du titulaire.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité, qu'il s'agisse de sous-traitance fonctionnelle ou de sous-traitance technique.

3.2. Protection des données personnelles

Les données à caractère personnel sont toutes les données qui permettent d'identifier une personne physique directement ou indirectement (par son nom, sa localisation géographique, son adresse IP, etc.).

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 8

Les dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données n°UE2016/679 s'appliquent aux entreprises et administrations dès lors que ces dernières traitent de données à caractère personnel, dans les conditions reportées dans la loi « Informatique et Libertés » modifiée le 01/06/2019.

Le titulaire de l'accord-cadre, désigné « sous-traitant » au sens du RGPD, le pouvoir adjudicateur désigné « responsable du traitement » ainsi que les sous-traitants et co-traitants, désignés « sous-traitant du sous-traitant », s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à respecter la réglementation en vigueur en matière de protection de données personnelles précitée, dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

ARTICLE 4 – INTERVENANTS

4.1. Acheteur – Maître d'ouvrage

Mairie de Cesson
8 route de Saint Leu
77240 CESSON

Représentée par son maire : Monsieur Olivier CHAPLET

Le suivi de l'opération sera assuré par la Direction de Services Techniques de la ville de Cesson

4.2. Maître d'œuvre

ATELIER ACONCEPT
14 rue Père André Jarlan
91000 EVRY COURCOURONNES
01.69.36.07.65

4.3. Autres intervenants

4.3.1. Bureau de contrôle

Qualiconsult
27 rue Albert Einstein / 2 allée Kepler
Bâtiment C1
77420 CHAMPS SUR MARNE

4.3.2. Coordonnateur S.P.S

Qualiconsult
27 rue Albert Einstein / 2 allée Kepler
Bâtiment C1
77420 CHAMPS SUR MARNE

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 9

4.3.3. Coordonnateur SSI

SSIGNATURE
11 rue du Cèdre Bleu
77166 EVRY GREGY SUR YERRES

ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ – DELAIS D’EXECUTION

5.1. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Il s’achève à l’issue de la réception (sans réserve) de l’ensemble des prestations essentielles au bon achèvement des travaux.

Les parties restent toutefois engagées pendant la ou les périodes de garanties.

L’exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l’ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est fixée à fin juillet 2025 (phase de préparation de chantier comprise).

Le délai prévisionnel de réalisation des travaux, tous lots confondus, est estimé à 8 mois, décomposés comme suit :

- Période de préparation : 4 semaines
- Exécution des travaux : 29 semaines

5.2. Calendrier prévisionnel et détaillé d’exécution

Calendrier détaillé d’exécution.

Le calendrier prévisionnel et détaillé d’exécution est élaboré (à partir du calendrier prévisionnel d’exécution) par l’O.P.C.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d’exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le maître d’œuvre à l’approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l’expiration de la période de préparation du chantier.

Le délai d’exécution propre à chacun des lots commence à la date d’effet de l’ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l’exécution des travaux lui incombant.

Au cours du chantier et avec l’accord des différents titulaires concernés, l’OPC peut modifier le calendrier détaillé d’exécution dans la limite du délai d’exécution de l’ensemble des lots fixé à l’acte d’engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires après justification des retards des entreprises concernées et gèle des retenues pour la période écoulée.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 10

Lorsqu'en cours d'exécution les travaux sont ajournés à la demande du maître d'ouvrage pour des périodes supérieures à 3 mois, le montant des travaux restant à exécuter sont revalorisés dans les conditions fixées au présent CCAP, à titre de compensation du préjudice subi (seules les valeurs positives s'appliqueront). Le délai est prolongé de la durée de l'ajournement. L'indemnité du titulaire du lot principal pour frais de garde du chantier est fixée à 3/10000^{ème} du montant des travaux restant à exécuter par mois entier d'interruption. Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente de reprise des travaux.

5.3. Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du 1^{er} alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier (la station météo de référence étant : Aéroport de Melun Villaroche)

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
Pluie	5 mm Durée : par 12 heures entre 6h et 18h
Neige	+ 5 cm
Vitesse du vent	Vent supérieur à 36km/h pour la grue, 60 km/h pour les levages et les travaux en toiture
Gel	Températures inférieures à 5°C pour la terre crue et le métal et en cas de gel pour les autres en journée (7h à 16h) avant atteinte du clos couvert

Les intempéries de froid seront décomptées pendant toute la durée du chantier.

Les intempéries de pluie seront décomptées jusqu'à la fin d'étanchéité à l'eau et à l'air (vitrage) et pendant les périodes de ravalement de façade.

Les intempéries de vent seront décomptées jusqu'au démontage de la grue après fin de la structure et pendant les périodes de ravalement de façades.

En dehors de ces limites pour lesquelles aucune prestation n'est possible, seul le maître d'œuvre est habilité à constater l'impossibilité d'exécuter une tâche spécifique (exemple : terre végétale trop humide, température insuffisante pour l'application d'un produit, ...). Ces constats sont consignés dans les comptes-rendus de chantier, qui décomptent en cumul les journées d'intempéries ou d'empêchement pour la réalisation des prestations selon les règles de l'art.

Si deux phénomènes se produisent simultanément, seul le plus persistant est pris en compte.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 11

ARTICLE 6 – PRIX – GARANTIES FINANCIERES - AVANCE

6.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix du marché sont forfaitaires.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG -Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics
- De phénomènes naturels
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachées à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

6.2 Modalités d'actualisation des prix

Les prix du marché sont fermes et actualisables.

Les modalités d'actualisation des prix si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre le mois d'établissement des prix et le mois « d » de notification du marché ou de l'ordre de service de commencer les travaux, les prix du marché peuvent être actualisés par le jeu de la formule d'actualisation suivante :

$$\frac{I(d-3)}{I_0}$$

Dans laquelle I_0 et $I(d-3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au moins (d-3) par l'indice ou l'index référence I du marché, du lot considéré.

Les index de référence, choisis en raison de leurs structures, pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet des lots sont appliqués aux prix suivants :

Lots		Code	Libellé
1	INSTALLATION DE CHANTIER, GROS ŒUVRE, VRD	BT 01	Index Travaux publics – Tous travaux – Base 2010
2	BATIMENT MODULAIRE	BT01	Index du bâtiment – Tous corps d'état – Base 2010

Publié(s) au bulletin officiel du service des prix et au Moniteur des travaux public pour l'index TP.

Publié(s) au bulletin officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des Travaux publics pour l'index BT.

6.3 Clause de réexamen

Dans les conditions prévues à l'article R2194-1 à R2194-6 du code de la Commande Publique, le contrat peut être modifié, lorsque ces modifications, quel que soit leur montant, revêtent un caractère imprévu

Selon les dispositions de l'article R.2194-5 du Code de la commande publique et de l'article 54 du CCAG-Travaux, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans l'indice utilisé pour la révision des prix du marché.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 13

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées au présent CCAP ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

6.4 Répartition des dépenses communes

L'installation et la signalisation du chantier sont réalisées par le lot « DEMOLITIONS – GROS OEUVRE ». L'entreprise désignée pour leur mise en œuvre devra également prendre en charge le coût des travaux et fournitures d'investissement.

Pour les installations communes pouvant faire l'objet de locations sur la durée totale ou partielle du chantier, le coût desdites locations sera également à la charge de l'entreprise désignée. Le coût des déplacements de ces installations en cours de chantier, de leur dépose en fin de chantier, est à la charge des entreprises.

L'entretien des installations communes pendant la durée du chantier est à la charge des entreprises. Le cas échéant, le DQE ou C.C.T.P. peut préciser des exceptions à cette règle.

En cas de destruction, vandalisme, sinistre concernant ces installations communes, si le coupable est réputé insolvable ou n'est pas identifié, les frais de remise en état seront assumés par le compte prorata.

6.5 Compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par les dispositions qui précèdent, sont inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » établi, géré et réglé par le titulaire du lot « INSTALLATION DE CHANTIER, GROS ŒUVRE - VRD ».

Le titulaire du lot « INSTALLATION DE CHANTIER, GROS ŒUVRE, VRD » procède au règlement des dépenses susvisées ; mais il peut demander des avances aux autres titulaires.

Il effectue la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque titulaire.

Un comité de gestion regroupant les entreprises souhaitant y participer sera constitué à l'ouverture du chantier.

Il aura pour mission d'assister le titulaire du lot « INSTALLATION DE CHANTIER, GROS ŒUVRE, VRD » dans la gestion du compte prorata.

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneur déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone ;
- Frais de mise à la disposition et d'enlèvement des bennes de chantier ;
- Frais, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable, de :
- Remise en état de la voirie et des réseaux, d'électricité et de téléphone détériorés ;
- Nettoyement périodique non effectué.
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
- L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être imputé au titulaire du lot déterminé.
- La responsabilité de l'auteur, solvable, n'est pas couverte par un tiers.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 14

ARTICLE 7 – AVANCE

7.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée selon les dispositions prévues par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique, en application de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, l'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 Garanties financières de l'avance

Il sera exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf si le titulaire est un organisme public. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

L'acheteur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

7.3 Retenue de garantie

Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie de 5 % du montant TTC du marché et des avenants éventuels (es R.2191-32 à R.2191-34 et article L.2191-7 du code de la commande publique). Elle sera restituée à la fin du délai de garantie (délai de garantie fixé à un an), au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie après la réception prononcée sans réserve des travaux.

Dans le cas contraire, elle sera restituée selon les conditions fixées aux articles R.2191-42 et L.2191-7 du code de la commande publique.

La retenue de garantie pourra être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande établie selon les conditions fixées aux articles R. 2191-36 à R. 2191-41 et L. 2191-7 du code de la commande publique. L'acheteur n'accepte pas de caution personnelle et solidaire.

Dans l'éventualité où le titulaire retiendrait cette solution, la garantie à première demande devra être fournie dans son intégralité au plus tard le jour où il remet sa première demande d'acompte.

En cas d'avenant, la garantie à première demande devra être complétée dans les mêmes conditions.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 15

ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

8.1 Délai global de paiement

Le règlement s'effectue par financement sur fonds propres, par virement administratif. Le délai global de paiement intervient conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique. Les sommes dues en exécution de l'accord-cadre sont payées dans le délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture.

Il sera fait application des dispositions des articles R.2192-12 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique.

Le délai de paiement part à compter de la réception de la facture, à condition que le document soit conforme et justifié. Toute facture non recevable est retournée pour l'émission de documents conformes aux prestations.

Le dépassement de ce délai global ouvre de plein droit et sans autre formalité au Titulaire du marché au bénéfice d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €, à condition que les factures présentées n'aient fait l'objet d'aucune réserve par le pouvoir adjudicateur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le comptable assignataire des dépenses est :

SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE MELUN
Cité administrative
20 quai Hippolyte Rossignol
77010 MELUN CEDEX

8.2 Présentation des demandes de paiements

Les demandes de paiement devront parvenir uniquement par voie dématérialisée directement sur la plateforme Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'acheteur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ainsi que son adresse,
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- Le numéro de son compte (bancaire ou postal),
- Les références du marché (numéro du marché, n° du lot, date et numéro du ou des bons de commande) ;
- La désignation du Pouvoir Adjudicateur débiteur,
- La ou les dates d'exécution des prestations,
- La désignation détaillée **des prestations exécutées par site** et les quantités,
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la D.P.G.F. hors TVA,

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 16

- Le taux et le montant de la TVA légalement applicable,
- Le montant TTC des prestations,
- La date de facturation,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les montants facturés seront arrondis au deuxième chiffre après la virgule.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :
Identifiant de l'acheteur (SIRET) : 21770067300106

8.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

8.4 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous plis recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

8.5 Clauses de financement et de sureté

Sans objet.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 17

8.6 Décompte et acomptes mensuels

Les travaux seront réglés au fur et à mesure de leur avancement après constatation du service fait. Les projets de décompte doivent être présentés sous la même forme que le modèle fourni par le Maître d'œuvre. Les projets de décompte seront présentés numérotés à la suite et suivant l'avancement du chantier, sous la forme définie par le maître d'œuvre. Toute autre présentation pourra donner lieu à un refus de vérification du Maître d'œuvre et par conséquent de l'établissement de l'état d'acompte s'y afférant.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Le cahier des charges désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge ainsi que les modalités de leur maintenance et leur conservation à assurer par le titulaire.

9.2 Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du lot n°1. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

9.3 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG -Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 18

ARTICLE 10 – PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

10.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 4 semaines à compter de la date de notification de l'ordre de service.

Le maître d'œuvre a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours calendaires à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

10.2 Sécurisation et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS ;

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandé par le coordonnateur
- La copie des déclarations d'accident du travail.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 19

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis-à-vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L.5212-1 à L.5212-4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés. Afin de lutter contre le travail dissimulé, le titulaire doit obligatoirement faire porter par son personnel un dispositif d'identification dans l'enceinte du chantier (carte d'identification professionnelle du BTP) et répercuter cette obligation à ses cotraitants et sous-traitants.

10.3 Lutte contre le travail dissimulé

Conformément aux dispositions de l'article 35.1 du CCAG-Travaux, le titulaire ou chacun des membres du groupement, le cas échéant, devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

10.4 Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

10.5 Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception. Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 20

ARTICLE 11 – INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

11.1 Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

11.2 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.2.1 Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.2.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne seront pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans un délai de 30 jours, à compter de la réception, l'entrepreneur devra avoir terminé de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites sous 8 jours aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 300€ par jour de retard.

Par dérogation à l'article 37.2., au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procédera au dégagement et au nettoyage des emplacements mis à sa disposition par le maître d'ouvrage, ainsi que des locaux dans lesquels il est intervenu.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet ou ordre porté au compte rendu de chantier, les matériels, installations, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de 48 heures, être transportés suivant leur nature, soit en dépôt soit à la décharge publique aux frais et risques du titulaire.

11.2.3 Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG – Travaux, au plus tard un mois après la réception.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 21

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- Les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire ;
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements ;
- Les constats d'évacuation des déchets ;
- Les copies des attestations CONSUEL, etc. ;
- Les fiches des appareils de chauffage et de ventilation transmis par le maître d'ouvrage et dûment remplies ;
- Les tableaux d'autocontrôle (relevé des débits de VMC, etc.).

Conformément à l'article 40.1 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents sera remis sous format numérique, sur clé USB au nombre de 2.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DUIO).

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Sauf les plans de structure, électricité, chauffage, ventilation, plomberie et VRD seront remis obligatoirement aux deux formats DWG et PDF.

ARTICLE 12 – DEROULEMENT DU CHANTIER ET REUNIONS DE CHANTIER

Le titulaire (ou son représentant ayant délégation de pouvoir) est tenu d'assister aux réunions de chantier planifiées par le maître d'œuvre et donner les consignes nécessaires au personnel de l'entreprise présent sur le chantier. A l'issue de la réunion, le maître d'œuvre établit un compte-rendu de chantier transmis à l'entreprise par mail. Le titulaire est tenu de se conformer aux observations notées sur le compte-rendu. Dans le cas où il en conteste le contenu, il est tenu de formuler ses observations dans les 48 heures suivant la réception par mail. Passé ce délai, le compte rendu est réputé accepté sans réserve.

ARTICLE 13 – RECEPTION

13.1 Réception des travaux

13.1.2 Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG-Travaux.

13.1.2 Preuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 22

13.1.3 Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Pour les végétaux la garantie de reprise est de 24 mois. Elle démarre le jour du constat de reprise.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestation que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 14 – PENALITES

14.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités ni de limitation financière à l'application des pénalités au regard du montant total hors taxes du marché.

En outre, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, l'acheteur public n'est pas tenu d'inviter le titulaire à présenter ses observations. Les pénalités sont applicables sans mise en demeure.

L'application des pénalités ou retenues de retard sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

La T.V.A. ne s'applique pas aux pénalités.

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 500€.

Dans le cadre de marchés séparés, ces pénalités sont applicables à tous les lots.

Il sera décompté également un retard d'intervention du titulaire par rapport au calendrier détaillé d'exécution ou à défaut au calendrier prévisionnel d'exécution.

Lorsque le titulaire ne respecte pas les prescriptions relatives à la sécurité, l'hygiène et la signalisation du chantier, il encourt une pénalité forfaitaire de 300€ par manquement.

Lorsque le titulaire ne remet pas son PPSPS, il encourt une pénalité de 250€ par jour de retard à compter de la demande du CSPS.

En cas de non levée des réserves de réception dans les délais fixés par le maître d'ouvrage, depuis la date retenue pour l'achèvement des travaux, jusqu'à la date du constat de levée de chaque réserve (à l'initiative du titulaire), le titulaire encourt une pénalité de 50€ par jour et par réserve.

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après demande de la maîtrise d'ouvrage, du maître d'œuvre, du CT ou du CSPS, le titulaire encourt une pénalité de 100€ par jour de retard.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 23

En cas de retard dans la remise des documents du D.O.E., le titulaire encourt une pénalité de 150€ par jour de retard.

En cas de retard dans la fourniture de documents techniques, plans, notes de calculs et échantillons, le titulaire encourt une pénalité de 100€ par jour de retard.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. En cas de retard, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 150€ par jour de retard.

Lorsque le titulaire ne respecte pas le planning, il encourt une pénalité forfaitaire de 200€ par jour de retard.

Lorsque le titulaire est absent à une réunion de chantier, il encourt une pénalité forfaitaire de 250€ par réunion.

Lorsque le titulaire est absent à la réunion de démarrage ou aux rendez-vous relatifs aux opérations préalables à la réception, il encourt une pénalité de 300€ par constat d'absence.

Pour non-respect ou manquement à une clause ou à une obligation contractuelle du marché du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire journalière fixée à 100€.

Pour non-respect des obligations en matière de propreté du chantier, repliement des installations de chantier et remise en état des lieux, le titulaire encourt une pénalité de 300€ par jour.

En cas de dégradation liées à l'intervention de l'entreprise sur le chantier et portant sur des ouvrages ou des prestations ne concernant pas son propre marché, une pénalité égale au coût de la réparation sera appliquée sur le décompte mensuel, sans mise en demeure préalable.

En cas de non-respect de l'obligation de nettoyage du chantier, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage fera appel à une société de nettoyage aux frais et risques du titulaire.

En cas de non-respect des heures et jours de travaux bruyants, le titulaire encourt une pénalité de 250€ par infraction.

14.2. Pénalités pour travail dissimulé

Le titulaire est tenu de se conformer à la législation sociale et fiscale ainsi qu'à tout règlement ou dispositions applicables en la matière.

Il s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur, préalablement à la notification du présent marché et, le cas échéant, chaque année de son exécution :

- Les certificats fiscaux et sociaux justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales lui incombant,
- Les pièces demandées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8, ainsi qu'à l'article L.5221-2 du code du travail.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 24

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités susmentionnées, prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé, par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur procédera à la résiliation du contrat aux torts du titulaire.

ARTICLE 15 – ASSURANCES – RESPONSABILITES

En toutes circonstances, le Titulaire du marché demeure responsable de tous dommages ou accidents causés à des tiers ou à des biens, lors ou par la suite de l'exécution de l'accord-cadre. Il fera son affaire de toutes les assurances contre les accidents de quelque nature qu'ils soient qui pourraient être occasionnés par ses installations et ses interventions, de sorte que la responsabilité du pouvoir adjudicateur ne soit jamais recherchée.

Le Titulaire désignera dès la passation du marché un responsable d'exécution des prestations, identifié comme étant l'unique interlocuteur devant le pouvoir adjudicateur et ses représentants.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire du marché devra obligatoirement souscrire, pour ce chantier, une assurance couvrant la garantie décennale de l'ensemble des travaux du présent marché.

Le Titulaire a l'entière responsabilité de ses personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter les prestations. La rémunération, les charges sociales et fiscales correspondantes et les frais inhérents à l'emploi de ce personnel sont à la charge du Titulaire qui a seule compétence pour en assurer la discipline, l'inspection et la direction.

En cas de manquements graves du Titulaire du marché au regard de la législation sociale, celui-ci pourra être mis en demeure (par voie de recommandé avec accusé de réception) de faire cesser ces manquements. La lettre restée sans effet sous huitaine entraînera la rupture du contrat, sans préavis. Le pouvoir adjudicateur sera en droit de demander – par voie judiciaire – des dommages et intérêts compensant le préjudice subi.

ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du CCAG-Travaux.

16.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité forfaitaire de résiliation calculée en appliquant au montant initial H.T., diminué du montant H.T., non révisé, des prestations admises, un pourcentage égal à 3%.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 25

16.2. Résiliation pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage pourra résilier le marché selon les dispositions de l'article 50.3 du CCAG Travaux.

En cas d'application de trois pénalités, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché, sans indemnités ni mise en demeure.

En outre, en cas d'erreur manifeste dans la réalisation des prestations, après mise en demeure restée sans effet, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent contrat sans indemnité.

16.3. Résiliation aux frais et risque du titulaire

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 51.2.3 du CCAG-Travaux, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-16 du Code de la Commande Publique, ou non transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du Code du Travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.4. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

	Ville de CESSON EXTENSION MODULAIRE	
	CCAP	Page 26

ARTICLE 17 – REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE

En cas de litige, seul le **TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN** est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Articles du CCAP	Articles de CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
2	4.1
10.1	28.1
8.6	28.5
14.1	19.2 et 19.2.4
11.2.2	37.2
11.2.2	51.2.3